

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 11/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

REVIVAL (ex. VALRECY)

1222 rue du Président Lecuyer
BP 8
59880 SAINT SAULVE

Références : 411/RAPVI/CC/IC230216
Code AIOT : 0010000411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 18, Rue de la Croix Bourgot 28800 Bonneval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALRECY
- 18, Rue de la Croix Bourgot 28800 Bonneval
- Code AIOT : 0010000411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL exploite une installation de transit, regroupement et traitement de déchets à Bonneval. L'exploitant est également agréé pour son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage.

Cet établissement est régi par les actes administratifs suivants :

- Arrêté préfectoral n°2596 du 31/07/1991 autorisant les établissements SGALIPPA et Cie à exploiter une installation de récupération de véhicules hors d'usage,
- Récépissé du 22/11/2005 de la déclaration de changement d'exploitant du 08/11/2005 au profit de la société SEPCHAT,
- Arrêté préfectoral complémentaire du 13/07/2006 portant agrément de la société SEPCHAT pour l'exploitation d'une installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage,
- Arrêté préfectoral complémentaire du 06/12/2012 portant renouvellement d'agrément de la société SEPCHAT pour l'exploitation d'un centre VHU,
- Récépissé du 29/12/2016 de la déclaration de changement d'exploitant du 12/12/2016 au profit de la société VALRECY,
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de transit, regroupement ou tri et de traitement de déchets – Société VALRECY du 10/11/2017,
- Arrêté préfectoral complémentaire portant renouvellement d'agrément n°PR28 00005D – Société VALRECY à Bonneval du 16/04/2018,
- Arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2019 portant changement d'exploitant et agrément centre « VHU » pour la société REVIVAL.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Procédure de cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 27/04/2023, article R. 512-39-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figure dans la fiche ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/04/2023, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Procédure de cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées [...].</p>
Constats : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant que la cessation d'activité soit formalisée auprès du Préfet conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 bis et R. 512-75-1 du code de l'environnement portant notamment sur la mise en sécurité du site (évacuation des produits dangereux et des déchets du site, interdiction ou limitation d'accès, suppression des risques d'incendie ou d'explosion, surveillance des effets de l'installation sur son environnement tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux).
Observations : L'inspection des installations classées s'est rendue le 27/04/2023 sur l'établissement REVIVAL implanté au 18 rue de la Croix-Bourgot à Bonneval pour réaliser une visite inopinée. Or il a été constaté sur le site que le terrain est clôturé et le portail de l'entrée principale est fermé à clé : aucune activité n'y est exercée. L'inspection des installations classées observe par ailleurs l'absence de véhicules hors d'usage ainsi que la présence d'un stockage de pneumatiques à l'extérieur des bâtiments. Suite à un échange téléphonique le même jour, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le site n'a plus d'activité depuis 3 ans et que la cessation d'activité n'a pas été réalisée au motif qu'il espérait pouvoir relancer l'activité du site. Mais compte tenu de l'échéance de fin de bail à la fin de l'année 2023, l'exploitant a confirmé oralement la cessation définitive de l'activité du site de Bonneval.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 30 jours